

Association touareg VIE et DEVELOPPEMENT



<http://www.apreis.org>

English & French Versions

Acteurs, Pratiques, Recherches Européennes et Internationales pour la Soutenabilité
European and International Actors, Practices and Researchs to implement Sustainability
coordination scientifique générale : Léo Dayan
coordination géographique et interdisciplinaire : Véra Chiodi & Delphine Sangodeyi

**POLÍTICAS DE DESENVOLVIMENTO REGIONAL/LOCAL
E SUSTENTABILIDADE DO TERRITÓRIO
COLÓQUIO INTERNACIONAL DE DESENVOLVIMENTO LOCAL
25-28 Nov. Universade Dom Bosco Campo Grande- Brasil**

***LES RESSOURCES CULTURELLES DU PEUPLE TOUAREG
FACE AUX DEFIS DU DEVELOPPEMENT***



Issyad Ag KATO

président de l'ONG Organisation Vie et développement TEDHILT. NIGER

issyad-ag-kato@voilà.fr

Résumé : le Sahara central est le berceau de la civilisation TOUAREGUE. Ici se sont mixées des races jaunes, blanches et noires, qui ont donné naissance à un formidable mélange racial uni autour d'une même identité dont le socle est la langue TAMAJAKHT, écrite dans un alphabet légué par nos origines phéniciennes et appelé TIFINAGH. Aujourd'hui, les touareg font partie d'ensembles étatiques taillés sur mesure dans une configuration géopolitique voulue par le colon. Le système de gestion de ces Etats ne fait nulle part référence à nos valeurs culturelles et nos conceptions du développement. Ballottés entre nos traditions altérées et une hypothétique modernité, les touareg souffrent le martyr et la pauvreté.

Mais des mécanismes culturels encore sauvegardés rendent aptes les touareg à participer au processus de développement désormais mondial, à travers un développement local compatible avec les exigences normatives du développement durable. Faudrait-il que les populations aient l'initiative de la conception et de la mise en œuvre de programmes locaux de développement et bénéficient d'une marge de manœuvre suffisante que seule la décentralisation du pouvoir de décision peut leur conférer. Si la coopération internationale privilégie cet axe, l'espoir est permis de voir s'installer une vraie ère de développement, celle qui mettrait l'accent sur les potentialités locales.

Novembre 2003

INTRODUCTION

Le monde est devenu un petit village. Les échanges, malgré les distances, se font en temps réel. Les préoccupations sont partagées et, quoiqu'on en dise, le destin des hommes est indivisible. Ces vérités nous amènent de plus en plus à partager tout. Dans cette dynamique planétaire, chaque communauté, chaque peuple, chaque pays, chaque continent, se présente avec sa personnalité, son potentiel, ses forces et ses faiblesses. Ce sont ses atouts dans cette bataille du développement économique mondial où les besoins croissent plus vite que les moyens. Mais tout global qu'il est, le développement durable, passe obligatoirement par le développement local. C'est la conjonction cohérente des développements locaux qui fera le développement global. C'est ici que le sort des communautés et des terroirs intervient, se mêle et s'entremêle. Quelle doit être leur participation ? Sur quoi peuvent-elles baser leur participation ?

La nation TOUAREGUE n'est pas en reste dans cette bataille. Pour mieux vous aider à mesurer ses chances, nous allons vous faire visiter son passé avant de voir son cadre de vie actuel et enfin examiner ses perspectives d'avenir. Cet examen s'avère nécessaire tant le destin des touareg est particulier. Le destin du monde a failli se réaliser sans eux , mais leur sursaut ultime de survie et la sympathique attention de leurs amis du monde entier ont réouvert l' horizon .

I/ EVOLUTION HISTORIQUE DE LA NATION TOUAREGUE :

Qui est l'homme TOUAREG ?

Les termes « touareg » et « berbère » par lesquels nous ont désignés les arabes et les européens, sont étrangers à notre langue et leurs connotations sont aux antipodes des valeurs et vertus contenues dans le terme par lequel nous nous désignons nous-mêmes. En effet nous nous désignons par IMAJIGHANE et notre langue la TAMAJAKHT. Dans ce vocable, nous mettons un des sens de la liberté ou de l'indépendance.

Cette liberté ou indépendance que renferme IMAJIGHANE ne sont conférées que par un comportement empreint de noblesse, de respect profond des valeurs humaines les plus sacrées. On devient AMAJIGH au bout de cette dialectique assez contraignante. Même si on naît AMAJIGH, le combat de toute notre vie consiste à le demeurer ; c'est un état qui se mérite et contrairement à ce qui est répandu assez souvent, on ne le devient pas forcément par le fil de l'épée. La tyrannie déchoit de cet état. Au contraire ce sont la droiture, la justesse et le sens du devoir qui nous y ancrent. C'est la société toute entière qui nous juge sur la base de ses valeurs et nous reconnaît comme tels. Dès lors nous sommes aptes à la réguler, la diriger et la défendre, puisque nous incarnons ses valeurs les plus sacrées. La gestion du mécanisme conduisant à l'anoblissement ou l'inverse, d'un individu, d'une famille ou d'un clan, est confiée à un des maillons du corpus social TOUAREG, qui joue alors le rôle de censure.

L'architecture sociale de l'identité TOUAREGUE

Il est difficile de parler du corpus social et de ces composantes sans être long. Retenons seulement que la charpente sociale TOUAREGUE est structurée autour des corps ci-après :

- Le corps dirigeant à qui est confié l'exercice du pouvoir exécutif et qui est assimilable à l'aristocratie classique. Les membres de ce corps s'appellent IMAJIGHANE ;
- Le corps des religieux à qui est confié un rôle proche de celui d'un clergé classique et qui s'appelle INISLIMANE ;
- Le corps des tributaires qui regroupe tous ces hommes libres qui sont le prolongement armé du pouvoir exécutif ; ils s'appellent IMGHAD ;
- Le corps des hommes de science qui détiennent la technologie et le savoir terrestre. Ils s'appellent INADANE. C'est à eux que sont confiées la tâche de censure sociale. Leur rôle est modulable à volonté par ceux qui dirigent. Ils sont à leur service.
- La classe servile constituée d'hommes étrangers à la société au départ (phagocytés dans la démarche conquérante du peuple TOUAREG) et qui seront intégrés petit à petit selon leurs aptitudes à acquérir les lettres de noblesse. Chez les touareg un homme est libre quand il ne constitue plus de danger pour la société de par son comportement. La classe servile est souvent répartie entre les autres classes. Des tâches subalternes lui sont confiées. Cette classe est composée d' EKLAN (dérivatif de TAKWALT : la couleur noire).

Le fonctionnement de cette structure est assez complexe. Retenons seulement que chaque maillon de cette chaîne est utile aux autres et c'est l'ensemble qui solidairement forme le monde TOUAREG. Si un seul de ces éléments manque, ce monde est amputé ; comme nous le verrons plus bas, l'affaiblissement aujourd'hui du peuple TOUAREG vient du dysfonctionnement observé depuis le début du 20^{ème} siècle et occasionné par la domination coloniale. Depuis, la chaîne du développement est perturbée. La régulation de la société ne se faisant plus sur la base de ses règles. D'autres sont venus imposer les leurs qui ont du mal jusqu'aujourd'hui à s'asseoir tant la résistance des touareg est tenace.

La civilisation TOUAREGUE : un cheminement millénaire

Un aperçu historique du cheminement du peuple TOUAREG risquerait de nous déplacer hors de l'Afrique pour nous amener sur les hauts plateaux mongols et dans l'ancienne Mésopotamie ou l'antique Phénicie, toutes origines qui nous placent au cœur de l'Asie. L'Europe nous a accueilli beaucoup plus tard dans un mouvement migratoire porté à l'ouest. Ces migrations millénaires nous confèrent nos origines indo-européennes. Mais revenons à l'Afrique qui devint définitivement le moule de notre identité actuelle. L'Empire égyptien fut le départ de notre odyssée africaine. Ce sont, en effet, des dynasties déchues du pouvoir en Egypte qui fondèrent l'Empire Libyque 300 ans avant J.C. Le nouvel empire s'étendait de l'actuelle vallée de SIWA dans l'ouest égyptien jusqu'à l'océan atlantique à l'ouest. Les limites sud se sont dessinées peu à peu au gré d'une migration lente, mais progressive. Le cadre de ce mouvement migratoire est le Sahara central qui est et reste le berceau de la civilisation TOUAREGUE, où se sont mixées des races jaunes, blanches et noires, et qui finalement ont donné naissance à ce formidable mélange racial uni autour de la

même identité et dont le socle est la langue TAMAJAKHT, écrite dans un alphabet que nous ont légué nos origines phéniciennes et qui s'appelle d'ailleurs TIFINAGH.

Le premier empereur qui régna sur l'Empire Libyque s'appelait IFRIQUOS, nom qui lui vient de l'armature en fer dont il est toujours habillé, constituée de plusieurs TIFAREGHENE (pièce forgée et ouvragée en fer qui rentre dans l'assemblage d'une armature). Les arabes transformèrent ce nom en IFRIQUIA. Les premières chroniques qui permirent aux européens de connaître l'Afrique leur vinrent des arabes et notaient toutes ce personnage. Il n'est pas interdit de penser que le nom du continent vient de là.

La nation TOUAREGUE : les débuts de la déstabilisation

Cette belle histoire a commencé à être ébranlée par les conquêtes et les invasions étrangères, notamment les conquêtes islamiques menées par les arabes venus de la péninsule arabique à partir du 7^{ème} siècle de notre ère. L'arrivée de ces peuples conquérant émietta l'ensemble TOUAREG et le poussa soit plus au sud dans le Sahara, soit à se réfugier dans les massifs montagneux du Sahara et des côtes méditerranéennes. Une bonne partie de la nation TOUAREGUE fut annexée dès cette époque avec tous les corollaires qui accompagnent une annexion. La partie qui résista pu bien plus tard recomposer la nation tout le long du Sahara central. Les touareg adoptèrent l'islam longtemps après, au 9^{ème} siècle, grâce à la méthode pacifique des Fatimides (descendants directs du Prophète Messenger Mohamed – PSL) qui ne cherchèrent pas à nous dépersonnaliser, en se fondant dans le peuple. Depuis lors les touareg sont musulmans. Mais ils ne perdirent pas leur identité. Dans cette osmose, c'est l'islam qui s'adapta à notre civilisation dont les valeurs sont celles prônées par celui-ci. Les touareg deviendront même les porte-étendard de cette religion dans la partie méridionale du Sahara, le Sahel.

Les effets dévastateurs de la colonisation française

L'histoire récente de la nation TOUAREGUE est marquée par la colonisation européenne, notamment française, durant la première moitié du 20^{ème} siècle. Après avoir résisté à la pénétration coloniale, les touareg vaincus militairement entre 1904 et 1918, subirent et subissent encore les effets pervers de la colonisation. Même quand leur territoire fut *décolonisé*, il a été émietté entre l'Afrique du nord et l'Afrique de l'ouest. Ainsi ils se sont retrouvés écartelés entre l'Algérie, la Libye, le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Dans chacun de ces pays, les touareg occupent le rang le plus inconfortable, les mettant dans une situation de paria et d'intrus. Personne n'en veut. Le plus souvent, ils sont des citoyens de seconde zone et sont, de ce fait, victimes de toutes les brimades. Le colonisateur a convaincu les peuples auxquels il a passé le relais que les touareg sont des hommes à part, affublés de tous les pêchés de David. Leur identité est incompatible avec les modèles de nations instaurés. Ils en seraient même les antidotes, les ennemis jurés. C'est une identité qu'il faut faire disparaître par tous les moyens. N'ayant pas achevé cette besogne, le colonisateur a réussi à prolonger son emprise sur la nation TOUAREGUE par l'entremise de ces Etats taillés de toute pièce, en dehors de tout respect de l'équilibre géopolitique naturel des espaces découpés.

Notre tort auprès des français est d'avoir un système politique, administratif et social élaboré, assimilable aux modèles occidentaux, sinon plus recherché. Nous sortons donc des conceptions simplistes qu'ont les européens de l'Afrique et sommes donc potentiellement concurrents sur ces terres qui regorgent de richesses naturelles et que les empires européens ont décidé de transformer en leurs réserves. Militairement vaincus, les touareg sont devenus la

cible de toutes les stratégies destructrices de l'administration coloniale. Le résultat, au bout de plusieurs décennies de turbulations et de turpitudes, est l'éclatement de leur tissu social tant sur le plan de l'organisation structurelle et institutionnelle que sur les plans politique, administratif, social et économique. Les touareg n'ont plus de territoire où ils peuvent exercer le peu de pouvoir qui leur reste. La gestion collective de la communauté est passée entre les mains du dominant. Ils sont devenus vulnérables et à la merci de tous les dangers tant humains que naturels ; leur système désarticulé ne peut plus les protéger efficacement.

Une nouvelle ère à l'horizon : un virage culturellement et économiquement possible

Aujourd'hui, c'est une société TOUAREGUE encore sous le choc mais optimiste qui essaye de se maintenir dans un environnement mondial difficile. Dans un ultime sursaut de fierté et de survie, grâce à la matrice heureusement encore vivante de sa civilisation, elle reconstruit doucement un nouveau monde TOUAREG. Comme on le verra plus bas, autour de ces reliques, peut se refaire un visage moderne et adapté aux exigences de notre monde actuel. Cela est rendu aussi possible grâce à la solidarité internationale qui s'émeut de plus en plus, depuis le soulèvement armé de la dernière décennie et les efforts diplomatiques qui l'ont accompagné, du sort de cette civilisation millénaire et à certains points de vue universelle.

Sur l'ensemble des pays nés de la balkanisation de la nation TOUAREGUE, les touareg sont entre 5 et 6 millions. Ils vivent sur un espace économique riche et détiennent des capitaux importants. Les touareg peuvent donc être des acteurs économiques et occuper une place de choix dans la bataille du développement, pour peu qu'on veuille les y associer et prendre en compte leur potentiel tant culturel que socio-économique.

Quels sont les mécanismes culturels encore sauvegardés qui rendent aptes les touareg à participer au processus de développement désormais mondial, à travers un développement local compatible avec les exigences normatives du développement durable ?

II/ LA GESTION DES TERROIRS CHEZ LES TOUAREG : un système dynamique adapté à leur cadre de vie et leur mode de vie

Peuple confronté depuis ses origines à l'adversité de la nature, les IMAJIGHANE ont su se doter au fil des siècles de mécanismes sophistiqués de régulation et de gestion de leur capital économique. Bien que mis à mal par les turpitudes étudiées en haut, ces mécanismes leur servent encore à rester en harmonie avec leur environnement physique, social et économique. Nous allons voir de près ici la gestion territoriale répartie sur tous les échelons de la structure sociale.

La gestion de l'environnement : un système qui responsabilise

Depuis toujours le peuple TOUAREG sait que l'environnement physique dans lequel il vit constitue sa principale richesse. Essentiellement pasteurs nomades les IMAJIGHANE se doivent de vivre en harmonie avec cet environnement qui les accueille eux et leurs cheptels et qui les pourvoient de moyens de subsistance en quantité et en qualité. C'est le seul gage d'un développement local durable. Cet environnement est constitué de déserts, d'oasis, de plaines

et de montagnes. Chacun de ces éléments fait l'objet d'une approche différente. Tous leurs déplacements en son sein visent à en respecter l'équilibre écologique.

L'ensemble de l'espace territorial appartient à la nation ; la notion de propriété foncière individuelle n'existe pas chez les touareg. Elle est remplacée par une notion voisine de la concession. Cependant la chaîne des responsabilités commence de l'individu en passant par la famille, le clan, la tribu, la fédération, la confédération et se termine à la nation, elle-même responsable devant le cosmos dont elle doit respecter l'équilibre. Chaque maillon de la chaîne doit respecter les normes de gestion édictées par l'échelon supérieur. Devant le bien commun, aucune tolérance n'est admise. Ainsi le micro espace concédé fait l'objet d'une gestion rigoureuse. Personne n'a intérêt à être interpellé par l'ASSAGAWAR (l'assemblée constituante) du niveau directement supérieur, pour rendre compte d'un mauvais comportement. Les ressources comprises dans ce territoire sont généralement le pâturage, la flore, la faune, l'eau, les arbres, les produits de cueillette, etc....

Le cycle des déplacements est réglementé de telle sorte que l'équilibre écologique est préservé. A chaque saison correspond un parcours et un espace bien précis. Pendant la saison froide par exemple, les déplacements internes sont limités au profit des déplacements extérieurs vers les voisins pour les échanges économiques. La saison hivernale voit le déplacement et la convergence de l'ensemble des corps sociaux vers une zone de regroupement. C'est la saison des rencontres, des pourparlers collectifs, des échanges et des manifestations festives. La communauté étant dispensée de la corvée de l'eau et du pâturage, elle peut se retrouver pour les bilans et les perspectives de la vie collective à tous les niveaux. Pendant la saison sèche, la rigueur est de mise car il faut bien gérer les pâturages et les autres ressources afin de traverser cette période de soudure souvent difficile. L'accès à certaines ressources telles les graminées sauvages et la cueillette, proscrit pendant l'abondance, est autorisé.

Le fonçage des puits dans les espaces tribaux, intertribaux, fédéraux, interfédéraux, confédéraux et interconfédéraux, respecte un code de maillage très élaboré. Il n'y a pas de place pour le hasard. Les limites territoriales bien qu'invisibles au monde étranger, sont bien là et connues des touareg. L'exploitation des points d'eau est libre, parce que l'eau c'est la vie et la refuser même à l'ennemi est contraire au code TOUAREG ; mais elle est soumise à un code. En général les puits sont foncés sur les limites territoriales pour en faciliter l'accès. Au moment de leur exploitation, chaque tribu oriente la poulie vers son territoire de sorte que l'usure liée au parcours quotidien soit supportée par son espace. Elle vient au puits en utilisant ce parcours et retourne à ses campements par le même biais. On évite ainsi les conflits et les usurpations abusives.

La tribu est responsable de son espace à tout point de vue. Elle y exploite toutes les ressources qu'il renferme. Elle n'a pas le droit de céder sa concession à une communauté étrangère à la nation. Mais elle peut y accueillir une tribu de la même fédération ou non et dans ce cas elle en reçoit notification du niveau supérieur. Par ailleurs la surveillance militaire de cet espace lui incombe. Cependant l'initiative des guerres défensives en cas d'invasion relève du niveau supérieur qui réunit les moyens nécessaires à cette défense et assure la coordination du corps de défense.

En cas de violation de ce fonctionnement, volontairement ou par négligence, la tribu est passible de déchéance. La gestion de l'espace lui est retirée. Elle paie son inaptitude en se voyant obligée d'émigrer. Mais les règles confédérales astreignent la fédération voisine à

l'accueillir en lui accordant l'asile. Chez les nomades tout comme l'eau est la vie *AMAN IMAN*, la disposition d'un territoire où on peut exercer sa liberté est vitale. La déchéance d'une tribu de la gestion d'un territoire, n'est pas définitive en général. Au bout d'un temps de bannissement, on réexamine son cas en évaluant son comportement dans la fédération hôte. On peut alors lui attribuer de nouveau un territoire. Pendant sa période de punition, la tribu désignée par le terme « TAMANGART » (celle qui est adossée, qui s'appuie sur quelqu'un d'autre puisqu'elle est infirme) ne jouit plus de la liberté de se mouvoir.

Les fautes qui peuvent lui valoir cette exclusion pourraient être de plusieurs ordres ; par exemple la cession sans autorisation de son droit à un corps étranger, une mauvaise vigilance ayant occasionné un feu de brousse, l'utilisation abusive du pâturage et des autres ressources naturelles, le refus de porter secours à une tribu voisine en difficulté, etc.... Seul l'ASSAGAWAR est habilité à statuer sur ces situations et délibère conformément à l'intérêt général.

La gestion de l'environnement : prévoyance et régulation des crises climatiques

Sur l'ensemble de l'espace territorial sont réparties des zones réservées pour des raisons de sécurité alimentaire des hommes et du bétail. Dans l'ancienne TAMAJAKHT le terme « AGDAL » désigne ces zones. Il signifie littéralement « interdit ». Dans l'actuelle ville de Rabat au Maroc existe un quartier qui s'appelle AGDAL et qui tire son nom d'une zone réservée à l'époque lointaine des rois AMAZIGH qui ont régné sur cette partie du territoire marocain.

Ces zones sont effectivement interdites d'exploitation pendant les périodes d'abondance. La communauté y a recours lors des périodes de soudure en saison sèche ou pendant les sécheresses. En ces moments, leur accès est autorisé, mais reste soumis à une discipline rigoureuse. Les périodes de sécheresses voient disparaître certaines règles qui régissent le cycle des mouvements de transhumance à tous les niveaux. Dans leur amplitude et leur fréquence les déplacements des hommes et des animaux sont modifiés pour permettre une occupation adéquate de l'espace utile et pour accéder aux réserves situées le plus souvent en montagnes et dans les oasis où l'eau et les pâturage sont épargnés par les caprices de la nature. Les territoires exploitables s'ouvrent à tout le monde. Les communautés s'ajustent aux circonstances et les modes alimentaires changent. Les animaux qui ne peuvent pas supporter cette période difficile sont échangés ou vendus. Le déstockage devient la règle.

La nation TOUAREGUE et ses voisins : une solidarité sur fonds de controverse

Ce sont les sécheresses qui, entre autres, ont poussé le peuple TOUAREG à étendre ses territoires vers le sud. Cela s'est fait parfois dans la violence. Mais en général la cohabitation avec les communautés du sud est réciproquement avantageuse. En effet les productions de nos communautés sont complémentaires. Celles du sud fournissant des céréales à celles du nord en contrepartie des produits de l'élevage. Pendant leur descente vers le sud, les troupeaux fument au passage les espaces cultivés.

Le peuple touareg et son territoire servent de relais aux communautés du sud vers le grand nord, le Maghreb. Voilà comment est né le commerce transsaharien. Dans ce courant d'échanges, il est évident donc que le rôle des touareg est capital du fait de la position géographique stratégique de leur territoire. D'autres le perçoivent mal jugeant l'attitude de ces derniers hostile et belliqueuse. Mais n'est-il pas normal de contrôler son territoire ?

L'avantage supplémentaire dont disposent les touareg est qu'ils ont les moyens de transport les plus efficaces de l'époque, à savoir les dromadaires, véritables vaisseaux du désert. Ils se faisaient rémunérer pour tous ces services. Seuls maîtres de ces déserts, nous en assurons donc la traversée en fournissant aussi l'escorte militaire.

Ce que nous venons de passer en revue est un aperçu de l'organisation sociale, administrative et économique des touareg sur le plan interne, comme sur le plan externe. Ce système a fonctionné bien durant les siècles passés au moment où ils disposaient d'eux-mêmes sur leur territoire et quand l'ensemble de la charpente sociale intacte fonctionnait sans encombre.

Les cadres étatiques actuels : la nécessité de les réformer

Comme déjà évoqué, les touareg sont sortis de la colonisation affaiblis. La société est déstructurée ; ses capacités de régulation en temps normal ou en temps de crise ont été largement amputées. La classe dirigeante a été décimée. Les autres corps sans coordination voguent dans un espace dont la gestion a été confiée à des Etats qui sont loin de l'assumer avec efficacité. Le peuple a vécu successivement la conquête et l'occupation coloniale, la pacification, la normalisation, sur fond d'expropriation territoriale. Replié sur lui-même, le peuple touareg privé d'initiative en dehors de celle de sa survie minimum, sous domination, fait le deuil de son système élaboré de gestion collective et de développement.

Aujourd'hui, les touareg font partie d'ensembles étatiques taillés sur mesure dans le respect de la configuration géopolitique voulue par le colon et qui assure le relais de ses intérêts. Le système de gestion de ces Etats ne fait nulle part référence à nos valeurs culturelles et nos conceptions du développement. Il n'est pas non plus aux normes modernes dont il est sensé s'inspirer. Ballottés entre nos traditions altérées et une hypothétique modernité, les touareg souffrent le martyr et la pauvreté.

Les politiques et orientations économiques de nos Etats et les modèles de développement qui en découlent vont d'échec en échec et les retards ne font que s'accumuler. Dans ce contexte local déjà contraignant pour les raisons que nous venons d'évoquer, le monde évolue et édicte ses règles. On parle désormais de développement durable sur fond de mondialisation. Avec des économies hybrides, des politiques économiques impertinentes, des modèles de développement peu efficaces, des modes opératoires inopérants, quelles sont nos chances dans cette folle course vers l'essor économique ?

Pour réussir notre entrée sur la nouvelle scène mondiale de développement, nos Etats devront nécessairement opérer des réformes pour tenir compte de nos potentiels culturels trop longtemps ignorés et bafoués, relégués aux oubliettes. Pour cela, le Niger par exemple, dont le système est centralisé à outrance depuis sa création, doit lâcher du lest pour permettre à ses communautés, dont le peuple touareg, de puiser dans leur potentiel culturel et leurs systèmes de gestion traditionnels pour les intégrer dans leur marche vers l'avenir.

La décentralisation en tant que système d'administration peut permettre à notre peuple de se prendre en charge en recourant à ses potentiels. Une fois mise en œuvre, le Niger peut se targuer de disposer d'un modèle d'aménagement du territoire qui soit conforme aux aspirations de ses peuples. Ces derniers seraient ainsi réconciliés avec leurs identités qu'on voulait écraser au profit d'un modèle de nation bâtard et sans âme. Le Niger pourrait ainsi et enfin disposer d'un code rural qui soit la somme des modes traditionnels de gestion des

terroirs. L'ensemble du potentiel économique pourrait enfin être exploité à bon escient pour un développement durable.

La société civile touarègue : mutation pour une meilleure ouverture sur le monde

Bien que laissées à elle-même depuis des décennies, la communauté touarègue dispose du minimum pour s'imbriquer dans la marche du monde, pour peu qu'elle bénéficie de la solidarité internationale. Depuis une décennie, la société civile TOUAREGUE a vu naître en son sein des organisations et associations de développement qui s'emploient à améliorer la mobilisation des ressources locales pour un développement endogène, à travers une organisation moderne du tissu social. Cette mutation volontaire respecte les structures traditionnelles de la société, ainsi que ses modes de production.

Ainsi l'exploitation du cheptel se modernise de plus en plus et s'adapte au nouveau contexte ; les productions agricoles et maraîchères des oasis se structurent de mieux en mieux pour non seulement améliorer les systèmes d'exploitation, mais aussi obtenir une production variée qualitative répondant quantitativement à la demande locale, aux besoins du marché national et international ; notre artisanat, un des meilleurs du monde, articulé autour d'une production de plus en plus bien structurée, conquiert le marché mondial à petites bouchées ; nos éleveurs s'organisent en coopératives pour capter les marchés du bétail et celui des produits dérivés de l'élevage, dans nos villes et même hors de nos frontières.

Toutes ces organisations nées, pour l'essentiel, de la dynamique révolutionnaire insufflée par les remous armés de la dernière décennie, ont créé une nouvelle ère de développement basée sur le potentiel local. L'Etat désorganisé et régulé par des luttes d'intérêts de clans en lieu et place du développement des communautés, s'est laissé distancer. La coopération décentralisée avec des régions amies d'Europe, occupe peu à peu le terrain.

Le développement local des régions touarègues avec la solidarité internationale

La société civile que nous évoquions en haut a réussi depuis quelques temps à attirer la solidarité internationale, dans une forme plus réduite et plus efficace. On peut citer ici les programmes locaux mis en œuvre par les populations locales grâce à l'aide d'appoint apportée par de petites associations bénévoles d'occidentaux. Ces programmes, véritables creusets d'échanges d'expertises, concernent tous les domaines de développement tels les secteurs sociaux, les secteurs marchands, la culture, etc.... Ils obtiennent des résultats très positifs en peu de temps et avec des moyens limités. En poussant l'examen on découvre que le secret de leur réussite réside dans la méthode d'approche. En effet plus les populations sont impliquées dans la chaîne de développement, notamment dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes qui les concernent, plus les résultats sont satisfaisants et conformes aux besoins de développement des communautés. Dans cette forme de collaboration, ces dernières font appel à leurs systèmes traditionnels de gestion et d'exploitation. Elles y intègrent quelques fois l'expertise des personnes qui sont venues les aider. Auparavant, les grands programmes de développement mis en œuvre par l'Etat et les institutions multinationales, n'essayaient pas d'interroger les bénéficiaires sur leurs capacités intrinsèques et leurs aspirations. Les bureaucrates ont décrété qu'elles n'ont pas voix au chapitre. Ils ont réfléchi à leur place. Voilà comment tous ces grands programmes n'ont réussi qu'à enrichir ceux qui les ont initiés, financés et mis en œuvre.

Dans la région d'Agadez, par exemple, la coopération décentralisée avec la région des Côtes d'Armor de France, obtient actuellement des résultats appréciables et durables du fait de la simplicité d'approche et du degré d'implication des populations bénéficiaires. Ainsi les campements cibles de leurs interventions ont amélioré leurs techniques traditionnelles de protection de l'environnement, le mode d'exploitation du cheptel, la sécurité alimentaire est renforcée, l'épargne traditionnelle est développée. La population prend conscience de ses propres capacités et les mobilise pour elle-même. Elle a confiance en ces amis qui viennent de si loin pour l'appuyer. Or l'Etat et ses représentants obtiennent l'effet contraire. En effet les populations nomades touarègues ont encore en souvenir les impôts qu'elles ont libérés de force dans les années 60, qui ont servi à jeter les bases de l'économie nationale, mais qui n'ont pas été investis en zone nomade. Elles vivent encore l'expérience de l'exploitation des richesses minières de leur sous-sol et dont elles ne bénéficient guère. C'est ainsi que l'Etat s'est décrédibilisé. Pour ces populations, rien de positif ne peut venir de celui-ci. La confiance perdue ne reviendra pas de si tôt.

CONCLUSION

La conclusion de cette longue tirade peut être tirée en quelques mots. Dans cette nouvelle ère de mondialisation et de développement durable, où les rapports entre les peuples changent chaque jour à une vitesse phénoménale, le peuple TOUAREG dispose d'un potentiel culturel humain, économique, social et institutionnel, fiable et efficient. Longtemps en hibernation du fait d'un siècle de turpitudes et d'instabilité, il en reste la matrice qui peut servir de point d'ancrage à un développement local maîtrisé et piloté par les populations elles-mêmes. Si elles en ont l'initiative de la conception et de la mise en œuvre, les programmes locaux de développement auront l'efficacité qui pourrait les rendre éligibles à la course pour le développement durable global. Si la coopération internationale privilégie cet axe, l'espoir est permis de voir s'installer une vraie ère de développement, qui mettrait l'accent sur les potentialités locales. Pour que ces dernières puissent s'exprimer valablement, il faut nécessairement que les communautés bénéficient d'une marge de manœuvre suffisante que seule la décentralisation du pouvoir de décision peut leur conférer. Il n'y aura pas de développement local sans pouvoir de décision local et il n'y aura pas de développement durable global sans développements locaux volontaires et respectueux des valeurs locales. Il faut donc nécessairement que les populations locales jouissent d'une autonomie politique leur permettant de se prendre en charge dans une dynamique nationale harmonisée et régulée par un Etat délesté et résolument tourné vers le développement de ses valeurs locales.

Issyad Ag Kato